

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 août 2003
Français
Original: anglais

**Assemblée générale
Cinquante-huitième session**
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*
**Rapport du Secrétaire général sur l'activité
de l'Organisation**

**Conseil de sécurité
Cinquante-huitième année**

**Lettres identiques datées du 19 août 2003, adressées au Président
de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Pakistan auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je souhaite appeler l'attention du Conseil de sécurité sur des questions concernant la paix et la sécurité en Asie du Sud, dans le cadre des relations entre le Pakistan et l'Inde et du différend qui les oppose à propos du Jammu-et-Cachemire.

L'an dernier, les déploiements de l'armée indienne dirigés contre le Pakistan avaient considérablement aggravé les tensions entre le Pakistan et l'Inde et provoqué à juste titre l'inquiétude de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité. Fort heureusement, prenant conscience de la futilité et du danger d'un tel affrontement et des graves inquiétudes qu'il avait engendrées dans le monde, l'Inde a annoncé en octobre 2002 qu'elle retirait partiellement les troupes qu'elle avait déployées sur des positions avancées à la frontière internationale avec le Pakistan. Le Pakistan s'en est félicité et a décidé d'en faire autant en retirant des troupes stationnées le long de cette frontière.

À la suite de déclarations conciliantes de part et d'autre au début de cette année, et de contacts téléphoniques entre les Premiers Ministres des deux pays, un certain nombre de mesures ont été prises pour apaiser les tensions et améliorer le climat politique. Depuis, le Pakistan et l'Inde ont renoué des relations diplomatiques au niveau des hauts commissaires (ambassadeurs) et rétabli un service de cars entre Lahore et New Delhi. Le Pakistan a proposé le rétablissement de liaisons ferroviaires. Des pourparlers entre experts sur des questions aériennes sont prévus à la fin du mois. Des délégations parlementaires et commerciales se sont rencontrées dans les deux pays. Des contacts ont également eu lieu entre des groupes de la société civile.

* A/58/150.



Ces mesures de modeste envergure visant à revenir progressivement à la situation que nous avons connue avant la mobilisation de l'armée (décembre 2001), ne devraient toutefois pas donner l'impression erronée que des progrès ont été accomplis sur la voie du règlement des divergences existant entre l'Inde et le Pakistan, en particulier à propos du Jammu-et-Cachemire. Les pourparlers officiels entre les deux parties n'ont pas repris. La sécurité reste fragile et précaire en Asie du Sud. L'Inde n'a pas retiré ses troupes de la ligne de contrôle au Cachemire et des coups de feu sont parfois échangés le long de cette ligne. Les responsables indiens continuent de proférer régulièrement des menaces contre le Pakistan.

Dans le contexte des élections au niveau des États, dont la date approche, et de celles qui se tiendront l'an prochain en Inde à l'échelle nationale, les partis politiques et les dirigeants indiens ont repris leur attitude belliqueuse vis-à-vis du Pakistan et risquent de prendre d'autres mesures susceptibles de faire monter la tension et de provoquer un nouveau conflit.

Ainsi, lors de son récent congrès, organisé à Raipore le 18 juillet, le Parti Bharatiya Janata a non seulement tenu des discours agressifs à l'endroit du Pakistan mais il a lancé un appel à l'édification d'un temple hindou sur le site de la mosquée Babri à Ayodhia et à la destruction de plus de 3 000 mosquées dans l'ensemble de l'Inde. Une campagne électorale fondée sur la haine à l'égard des musulmans et du Pakistan n'augure pas bien de la paix et de la stabilité du sous-continent.

Le refus persistant de l'Inde de reprendre le dialogue bilatéral et de participer sérieusement, sur le fond et de façon soutenue à la recherche d'une solution pacifique à tous les problèmes en suspens, en particulier le différend relatif au Jammu-et-Cachemire, devrait inquiéter la communauté internationale. Pour l'instant, on ne parle pas de pourparlers, on n'a pas de feuille de route et rien ne laisse entrevoir que l'on s'achemine vers un véritable processus devant aboutir à la paix et à la sécurité en Asie du Sud.

Les échanges officieux ne peuvent pas remplacer les négociations officielles. Le Pakistan a demandé à de multiples reprises à l'Inde de reprendre le dialogue composite au niveau des Ministres des affaires étrangères. Il reste prêt à renouer ce dialogue sur la base de l'ordre du jour précédemment adopté qui couvre toutes les questions d'intérêt mutuel, dont le Jammu-et-Cachemire.

Le Pakistan est guidé dans sa démarche par son sens des responsabilités et le désir de faire baisser les tensions et d'éviter un conflit. Un dialogue bilatéral n'est pas une faveur qu'un pays accorderait à un autre. En exigeant du Pakistan qu'il fasse des concessions unilatérales, l'Inde cherche à faire échec au dialogue et non pas à le faciliter. Si elle se refuse à négocier, c'est qu'elle pense obtenir des concessions unilatérales du Pakistan par la coercition. Le retard apporté à l'ouverture d'un dialogue ne peut que renforcer les positions des extrémistes et compliquer la recherche de solutions mutuellement acceptables aux problèmes en suspens. Ces tendances risquent de s'accroître, étant donné la prévalence des sentiments extrémistes militants hindous dans les milieux politiques indiens tels qu'ils se manifestent dans la période préélectorale en Inde.

Il est évident que le règlement de la question du Jammu-et-Cachemire est au centre de la promotion de relations normales et amicales entre l'Inde et le Pakistan. La question figure en tête de l'ordre du jour adopté pour les négociations bilatérales.

Le Président pakistanais a fait plusieurs propositions sur la question du Cachemire. Récemment, le Président Musharraf a renouvelé sa proposition tendant à l'observation d'un cessez-le-feu le long de la ligne de contrôle au Cachemire, ainsi qu'à la suspension concomitante des hostilités dans la vallée du Cachemire. Le cessez-le-feu peut prendre effet immédiatement si les deux gouvernements donnent l'ordre de ne plus tirer aux forces qui se trouvent de part et d'autre de la ligne de contrôle. Un tel cessez-le-feu devrait être accueilli favorablement par l'Inde qui a souvent exprimé la crainte que la ligne de contrôle ne soit franchie sous le couvert d'escarmouches armées. En outre, le Pakistan est d'accord pour qu'un mécanisme de suivi international impartial soit mis en place des deux côtés de la ligne de contrôle pour vérifier les allégations de l'Inde au sujet de ces infiltrations. Nous sommes également partisans d'un renforcement du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP).

Le Pakistan désire que, parallèlement, l'Inde prenne des mesures pour atténuer et éliminer la répression et les violations des droits de l'homme dans le Cachemire qu'elle occupe, libérer les prisonniers cachemiriens, assouplir les restrictions apportées au déplacement des responsables cachemiriens, ce qui leur permettrait de se rendre à l'étranger pour faire entendre leur point de vue, et réduire les effectifs de ses forces déployées au Cachemire. En retour, le Pakistan est convaincu que les combattants de la liberté cachemirienne – les moudjahidin cachemiriens – en feraient autant en s'abstenant de perpétrer des actes de résistance violents à l'encontre des forces indiennes dans le Cachemire occupé par l'Inde. La résistance armée cachemirienne autochtone dans le Cachemire occupé est le corollaire de la répression des Cachemiriens et des opérations militaires menées par l'Inde à leur encontre.

Le Pakistan est prêt par ailleurs à étudier et élaborer avec l'Inde des mesures de confiance à la fois politiques et militaires, dans le domaine des armes classiques et des armes nucléaires. De fait, plusieurs mesures de ce type ont été adoptées par les deux parties à Lahore en 1999. On pourrait commencer par promouvoir et mettre en application les mesures convenues.

Le Pakistan constate avec inquiétude que l'attitude et la propagande belliqueuses de l'Inde s'accompagnent d'un renforcement massif de ses capacités militaires classiques et autres. Le budget militaire indien a augmenté de plus de 50 % en trois ans. L'Inde prévoit d'acquérir des armes nouvelles perfectionnées à hauteur de plus de 100 milliards de dollars au cours des prochaines années. Non seulement un tel accroissement de l'arsenal militaire indien encouragera l'Inde à adopter une attitude belliqueuse vis-à-vis du Pakistan et de ses autres voisins, mais il attisera en elle le désir d'imposer sa domination politique et militaire sur l'Asie du Sud et la région de l'océan Indien. En acquérant des armes perfectionnées, l'Inde entend surtout précariser la stabilité stratégique régionale. Toute érosion de la dissuasion stratégique qui existe actuellement entre l'Inde et le Pakistan accroîtrait le risque d'une agression indienne contre le Pakistan. Les membres du Conseil de sécurité, en particulier les cinq membres permanents, ont la responsabilité particulière d'empêcher la situation d'évoluer en ce sens au risque de compromettre la paix et la sécurité dans la région aussi bien qu'à l'échelle mondiale.

À la lumière des dangers que nous venons d'exposer, le Pakistan estime que la communauté internationale doit demander d'urgence à l'Inde de donner une suite favorablement aux propositions du Pakistan visant à reprendre les pourparlers

bilatéraux, à instituer un cessez-le-feu réel le long de la ligne de contrôle, à faire cesser les déclarations et la propagande menaçantes, à mettre fin à la répression au Cachemire, à réduire les déploiements militaires dans l'État sur lequel porte le différend et à élaborer des mesures propres à créer un climat de confiance avec le Pakistan afin de réduire le risque d'un conflit accidentel ou délibéré. Avant toutes choses, le Pakistan est convaincu qu'une solution pacifique et juste au différend portant sur le Jammu-et-Cachemire est la clef de la paix et de la stabilité en Asie du Sud.

La communauté internationale, en particulier l'ONU et le Conseil de sécurité, ont un devoir essentiel de promouvoir un climat de stabilité et de paix en Asie du Sud, région où vit un cinquième de la population mondiale. Le Pakistan espère vivement que l'ONU et le Conseil de sécurité s'efforceront par tous les moyens de favoriser la reprise d'un dialogue sérieux, concret et durable entre l'Inde et le Pakistan en vue du règlement pacifique de tous les problèmes en suspens, particulièrement du différend à propos du Jammu-et-Cachemire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Munir **Akram**
